



Des événements qui nous bouleversent

01/03/2024 | Jean-Dominique Durand, Président de l'Amitié Judéo-Chrétienne de France

Dans cette « lettre d'actualité » datée du 27 janvier 2024, Jean-Dominique Durand, propose sa réflexion sur le pogrom du 7 octobre 2023 et la réplique du gouvernement israélien. Il réitère le soutien de l'Amitié Judéo-Chrétienne de France aux juifs qui vivent dans la souffrance, l'angoisse et la peur, tout exprimant la plus grande compassion pour les victimes civiles de la guerre.

Le pogrom du 7 octobre 2023, réalisé en plein shabbat de Sim'hat Torah, et ce que nous savons aujourd'hui des détails les plus abominables, des otages – parmi lesquels des enfants – retenus dans des conditions inhumaines et abandonnés par les institutions internationales, la guerre à Gaza qui s'installe dans la durée, la pression médiatique qui s'exerce sur les esprits, l'importation du conflit en France même, l'affirmation sans retenue de la haine antisémite partout dans le monde, les menaces terroristes islamistes, la difficulté à faire vivre le dialogue interreligieux avec un monde musulman tétanisé et trop souvent incapable de nommer un acte terroriste se revendiquant de l'islam.

Tout cela bouleverse collectivement notre fédération, Amitié Judéo-Chrétienne de France. C'est pourquoi, en contact avec beaucoup de ses membres, notamment de présidents de Groupes locaux, et à la demande exprimée lors du Comité Directeur du 3 décembre 2023, je crois utile et nécessaire de proposer, comme Président de l'Amitié Judéo-Chrétienne de France, quelques réflexions afin d'aider à comprendre une situation aussi complexe.

Il n'est pas facile d'exprimer une position en raison des passions et des douleurs que le moment présent suscite, et du fait aussi de la difficulté à démêler le vrai de la propagande et des difficultés à s'informer. La guerre, toute guerre, est une tragédie, et les images qui nous parviennent sont évidemment insupportables. Nous sommes d'autant plus troublés que la presse, y compris la presse chrétienne, sans doute dans un souci d'équilibre, ne prend guère de distance par rapport aux « informations » fournies par le Hamas. L'une des missions de l'Amitié Judéo-Chrétienne de France est, comme l'a voulu Jules Isaac, de comprendre, d'informer, de questionner et de réfléchir.

Concernant la difficulté d'informer sur la situation au Liban en 1982, la revue de l'AJCF, *Sens*, avait repris un article publié dans *La Croix* du 1^{er} octobre 1982 du regretté père Michel Remaud, « L'information et les juifs » :

« Il ne semble pas qu'on ait beaucoup insisté non plus sur certaines techniques de guerre de l'OLP, par exemple le fait de placer systématiquement dépôts de munitions et batteries d'artillerie au milieu des populations civiles, et même à proximité immédiate des écoles et des hôpitaux » (*Sens* 1982, n°11, p. 267-269).

Le peuple juif, qu'il soit en Israël ou ailleurs dans le monde, est confronté à une lutte existentielle et il se sent, depuis le 7 octobre, seul face au monde entier. Seul comme il le fut pendant les longues années de la montée du nazisme et de la mise en œuvre de la Shoah, dont la meurtrissure a été brutalement ravivée dans la chair de ses survivants et descendants. Le procès en crime de génocide qui lui est intenté, pris au sérieux par des tribunaux dont on croyait que la mission était

de protéger tous les peuples contre la véritable barbarie, aggrave ce sentiment d'abandon. Il y a là une tentative infâme de détourner la signification du terme *génocide*, forgé par Raphaël Lemkin en 1943 pour identifier les massacres de masse pensés et organisés par un État, comme celui des Arméniens en 1915 par l'État ottoman et celui alors en cours des juifs par l'Allemagne nazie. Aujourd'hui, Israël, en lutte pour sa survie est accablé unilatéralement, tandis que sa jeunesse, insouciant la veille encore, doit mener un combat non souhaité, dans des conditions humainement éprouvantes et militairement complexes, en riposte légitime à une attaque d'une atrocité sans pareille. Ce procès est d'autant plus cruel qu'il provient d'institutions à vocation pacifique et protectrice, comme l'ONU qui lui avait enfin reconnu en 1948 le droit d'offrir à son peuple dispersé un refuge sur sa terre. Le fait est que cette terre vient d'être brutalement attaquée. Ses enfants de tous âges ont été violés, torturés, mutilés, assassinés ou kidnappés lors d'un raid terroriste à visée explicitement génocidaire. Les juifs en France même, sont confrontés à une explosion d'actes antisémites: 436 actes répertoriés officiellement en 2022, 1676 en 2023. C'est une épidémie dont le virus a littéralement explosé, répandant son contenu de haine à l'encontre de toute personne juive. Ce n'est pas la première fois que l'Amitié Judéo-Chrétienne se trouve confrontée à de tels drames. Ils sont à l'origine même de sa fondation, telle que l'a voulue Jules Isaac, qui a mené une lutte acharnée pour interpeller avec vivacité et convier avec conviction «les vrais chrétiens, les vrais israélites aussi [...] à cet effort de rénovation, de purification, à ce sévère examen de conscience» (*Jésus et Israël*, 1948) au sortir du plus grand génocide de l'histoire de l'humanité dont lui-même fut aussi une victime. A l'été 1982, à la suite de bombardements israéliens sur le Liban, notre revue *Sens* avait publié les réflexions du Père Jean Dujardin, intitulées «*Des événements qui nous déchirent*». Il identifiait «une triple exigence»:

«rechercher la vérité»,
«établir les fondements d'une justice qui puisse être acceptée de tous»,
«garder assez d'estime pour les uns et pour les autres», (*Sens* 1982, n°7/8, p. 157- 165).

Ce document nous renvoie à la Déclaration des évêques de France du 1^o février 2021 [Lutter ensemble contre l'antisémitisme et l'antijudaïsme](#), qui donne des orientations précieuses pour aider les chrétiens à garder leur estime à leurs frères aînés, en leur ôtant toute tentation de jugements agressifs dans le présent conflit (*Sens* 2021, n° 435, p. 104-105). Il faut revenir aux faits, rien qu'aux faits, et, pour comprendre les drames et la tragédie d'aujourd'hui, ne pas oublier l'histoire.

Un état de guerre permanent

Déjà, en août 1929, les juifs installés en Palestine sous mandat britannique, avaient été victimes de violents massacres, notamment à Hébron. Dès 1948, dès sa fondation, le jeune État d'Israël, aux limites alors très restreintes, a été attaqué par les États arabes sur toutes ses frontières encore très fragiles, au mépris de la décision de l'ONU de permettre sa fondation, alors soutenue par l'Union soviétique et les États-Unis. Avant même la proclamation d'indépendance, les États arabes, déniaient déjà ce droit à l'existence à Israël, refusèrent le Plan de partage de la Palestine établi par l'ONU, et par conséquent la création d'un État palestinien.

Depuis lors, Israël s'est trouvé régulièrement confronté à un état de guerre imposé par ses voisins: 1956, 1967, 1973, 2023. Mais en dehors de ces guerres opérationnelles, et malgré la paix durable signée avec ses deux plus puissants adversaires de l'époque - l'Égypte et la Jordanie -, Israël doit supporter des attaques quasi quotidiennes, avec l'envoi de milliers de roquettes sur les villes israéliennes en provenance notamment de Gaza ou du sud du Liban. Seul le système de défense aérien dit «Dôme de fer» permet de limiter les destructions. Il faut ajouter aussi les actes terroristes répétés, des assassinats, des bombes dans les autobus. Alors que la France s'apprête à fêter les Jeux olympiques, peut-on oublier le massacre des athlètes israéliens lors des Jeux de Munich le 6 septembre 1972?

Quel État peut accepter une telle situation? Imagine-t-on les conséquences en France si notre pays devait subir un tel traitement? Comment reprocher à Israël de vouloir éradiquer cette menace contre son existence même, alors qu'une coalition d'États dont la France faisait partie, a justement accompli une guerre similaire en Syrie et en Irak, au prix de milliers de victimes civiles parmi lesquelles se fondaient les terroristes de Daech et de l'État islamique.

Une volonté de détruire Israël

En fait il y a bien une volonté proclamée du Hamas de détruire Israël conformément à sa Charte, de refuser de reconnaître le fait israélien, de l'éradiquer comme le montrent les faits atroces du 7 octobre.

Nous avons été renvoyés 79 ans en arrière, lorsque le monde découvrit à quoi avait conduit la haine absolue des juifs: la Shoah, la volonté de détruire, de tuer systématiquement les juifs, après les avoir privés de leur humanité. Cet antisémitisme qui, comme le dit Mgr Pierre d'Ornellas, «a engendré l'innommable et singulière barbarie symbolisée par Auschwitz.» Aujourd'hui le Hamas, comme d'autres organisations terroristes islamistes, ont repris à leur compte la politique antijuive nazie en l'habillant des oripeaux de l'antisionisme, soutenus par les militants aveuglés de l'anticolonialisme occidental: même volonté de tuer, de terroriser et d'éradiquer le judaïsme dans sa propre terre. Dans sa volonté d'empêcher toute solution de paix, le Hamas, héritier en cela du Grand Mufti Mohammed Amin al-Husseini, allié de Hitler, a dirigé précisément son attaque contre des kibboutzim fondés pour certains entre 1943 et 1947 avant même l'indépendance d'Israël, d'autres entre 1949 et 1982, tous connus pour leur engagement pour le dialogue, pour la paix et pour l'amitié avec leurs voisins palestiniens.

Israël est le seul État au monde que ses ennemis veulent détruire absolument, en s'attaquant à ce qui fait son âme, le judaïsme. Israël reçoit des accusations infamantes, d'être un État nazi, un État d'apartheid, un État génocidaire, autant d'accusations qui ne résistent pas une seconde aux faits: Israël est une démocratie, avec une vie démocratique vivace; les minorités y ont toute leur place, le parlement comprend des députés arabes; la liberté des cultes, de tous les cultes est garantie et protégée. Se souvient-on que jusqu'en 1967, les juifs n'avaient pas le droit de prier au Kotel, le Mur occidental du Temple, alors sous autorité jordanienne? Depuis 1967, tous les cultes s'exercent librement à Jérusalem et sur tout le territoire israélien, démontrant au monde qu'un État démocratique sait combiner laïcité et liberté publique de conscience, qu'elle soit religieuse ou non.

Antisionisme et antisémitisme

L'antisionisme est bien la nouvelle forme de l'antisémitisme dès lors que l'on refuse aux juifs le droit d'avoir un État, ou que l'on prône sa disparition. Le lien est clairement établi dans l'enseignement dispensé dans plusieurs pays arabes. Celui-ci cultive et colporte la haine des juifs en reprenant tous les préjugés bien connus en Europe, les caricatures les plus ignobles. L'on sait que les *Protocoles des Sages de Sion* circulent librement. La haine des juifs recoupe la haine d'Israël, le désir de faire disparaître Israël recoupe celui de tuer les juifs. Le Hamas a, dans sa Charte, le projet de détruire Israël. C'est sa raison d'être. Les écoles, avec le concours incompréhensible de l'UNRWA et ses fonctionnaires, dont certains sont enseignants, financées par l'aide internationale censée porter une aide au peuple palestinien, forment ses enfants à cette haine et au combat exterminateur. Comment dans ces conditions, préparer les esprits à la paix? Le peuple juif serait-il le seul peuple au monde à ne pas pouvoir vivre dans un État qui lui assure sa sécurité?

Le peuple palestinien instrumentalisé

Le sort du peuple palestinien est dramatique depuis 1948, en tous cas ceux qui ont voulu ou dû

quitter le territoire palestinien, pour être concentrés dans des camps de réfugiés. Le drame actuel des Palestiniens est aussi le fruit de la politique des pays arabes qui ont toujours refusé de les accueillir et de les intégrer sur leur propre territoire. Ils ont été parqués dans des camps, sans avenir (au Liban ils n'ont pas le droit d'avoir un permis de travail), vivant des aides internationales, en grande partie détournées par le Hamas et le Hezbollah, au profit d'armements sophistiqués. Ils sont maintenus depuis plusieurs générations dans la haine d'Israël. Ils constituent une masse de manœuvre pour entretenir une haine tenace et refuser tout esprit de paix. Aujourd'hui, Israël compte deux millions de Palestiniens qui sont, eux, des citoyens israéliens à part entière.

Où en serait l'Europe si, après 1945, l'Allemagne avait refusé d'intégrer les millions de réfugiés chassés de leurs terres par l'avancée de l'Armée Rouge, et si elle les avait transformés en réfugiés éternels? Où en serait l'Europe si l'Allemagne avait refusé de reconnaître les nouvelles frontières issues de la guerre?

La recherche de la paix

Pour faire la paix, pour construire des relations pacifiques, il faut être deux. Israël a, à plusieurs reprises, fait des avancées pour la paix. Toutes ont été réduites à néant par des actes terroristes. La paix ne peut passer que par une double volonté politique. Nous avons sous les yeux l'exemple de la réconciliation franco-allemande, fruit d'une volonté commune portée par deux hommes d'État, Robert Schuman et Konrad Adenauer, qui ont voulu tourner le dos à la haine et au conflit pour construire avec d'autres pays, un destin commun. Ils furent des prophètes au sens biblique du terme. A quand l'émergence de telles personnalités, en Israël comme en Palestine? Tant qu'une partie exprimera délibérément la négation du droit de l'autre à l'existence et qu'aucune garantie de sécurité ne sera établie, toute négociation sera vouée à l'échec. L'on ne peut contester à Israël le constat qu'à chaque fois qu'il a accepté de se retirer d'un territoire occupé (à Gaza comme au Liban), c'est une organisation terroriste qui s'est installée à sa frontière.

Un dialogue possible?

Depuis les attaques terroristes du 7 octobre, les appels au dialogue ne manquent pas, ni les appels à des trêves. Mais peut-on dialoguer avec des individus ou des groupes qui ont perdu tout sentiment humain? Qui ont emmené avec eux des centaines d'otages à Gaza, parmi lesquels des bébés et de très jeunes enfants. On n'a pas dialogué avec les nazis, on leur a fait la guerre jusqu'à leur capitulation sans condition. Après, on a fait la paix et il a été possible de penser et de construire l'avenir. Israël ne peut oublier que la conduite de la guerre doit avoir comme perspective la recherche de la paix. Le risque est de céder à l'esprit de vengeance, et de perpétuer sans fin la haine.

Israël conduit aujourd'hui à Gaza une guerre vitale sur un territoire urbain très difficile. Nous ne pouvons qu'éprouver la plus grande compassion pour les victimes civiles de la guerre, elles-mêmes prises en otage, comme boucliers humains, par le Hamas qui terrorise sa propre population. La propagande habile de celui-ci a pour but de susciter de l'émotion, et pour conséquence d'importer le conflit dans notre pays et d'exacerber l'expression d'un antisémitisme insupportable, odieux, dangereux pour les personnes comme pour la Nation.

L'amitié avant tout

L'Amitié Judéo-Chrétienne de France apporte son amitié et son soutien aux juifs qui vivent dans la souffrance, dans l'angoisse, dans la peur. Pour l'AJCF, la vie de l'État d'Israël, fondé en 1948 à la suite d'un vote de l'ONU, est fondamentale. Il s'agit d'une position de principe, non d'un choix politique en faveur de tel ou tel parti ou gouvernement israélien.

Sans entrer dans le très vif débat politique intérieur israélo-israélien, comme on a pu l'observer avec une réforme judiciaire qui a divisé le pays, chacun peut avoir un avis critique sur la politique d'un gouvernement qui, par son soutien aux implantations en Judée-Samarie, au détriment des aspirations légitimes des Palestiniens de Cisjordanie, rend plus difficile une vraie solution de paix. Les vexations comme les propos indignes et inexcusables de certains dirigeants, entretiennent les tensions et offrent toutes sortes de justifications mortifères aux extrémistes des deux camps.

Nombreux sont les citoyens israéliens – juifs et non juifs – qui s'interrogent sur des choix qui ont affaibli le pays, l'ont conduit au bord de l'abîme et placé dans un profond désarroi et dans une immense souffrance physique et morale. Ils continueront demain à faire vivre la démocratie, parce que l'État d'Israël est une démocratie qui ne cache pas ses propres faiblesses au monde. Israël ne commet pas de génocide, mais se défend contre un ennemi d'une cruauté inouïe qui, lui, n'a que faire de la vie humaine. Le slogan «Du fleuve à la mer», c'est-à-dire du Jourdain à la Méditerranée, proclamé par le Hamas, est de facture génocidaire: les juifs doivent disparaître.

Or le peuple juif a droit à sa terre et à un État, c'est une exigence morale et religieuse. Le soutien de l'AJCF à l'existence de l'État d'Israël est sans ambiguïté. Il s'appuie notamment sur les *Orientations pastorales du Comité épiscopal français pour les relations avec le judaïsme* publiées en 1973 et premier texte d'Église mentionnant la question de l'État d'Israël:

«Nous ne pouvons tout d'abord oublier en tant que Chrétiens le don fait jadis par Dieu au peuple d'Israël d'une terre sur laquelle il a été appelé à se réunir (Genèse 12,7; 26,3-4; 28,13; Isaïe 43,5-7; Jérémie 16,15; Sophonie 3,20)» et

«Au-delà de la diversité des options politiques, la conscience universelle ne peut refuser au peuple juif, qui a tant subi de vicissitudes au cours de l'histoire, le droit et les moyens d'une existence politique propre parmi les nations. Ce droit et ces possibilités d'existence ne peuvent davantage être refusés par les nations à ceux qui, à la suite des conflits locaux résultant de ce retour, sont actuellement victimes de graves situations d'injustice. Aussi, tournons-nous les yeux avec attention vers cette terre visitée par Dieu et portons-nous la vive espérance qu'elle soit un lieu où pourront vivre dans la paix tous ses habitants, juifs et non juifs» (Compendium, *Les relations entre juifs et chrétiens*, Conférence des Évêques de France, Éditions Bayard, 2019, p. 41-47).

En signant l'Accord fondamental du 30 décembre 1993, le Saint-Siège et l'État d'Israël se déclaraient «conscients du caractère singulier et de la signification universelle de la Terre Sainte», et également «de la nature unique des relations entre l'Église catholique et le peuple juif, du processus historique de réconciliation et de la compréhension et de l'amitié mutuelle grandissante entre les catholiques et les juifs.»

L'Amitié Judéo-Chrétienne de France, forte de la mémoire qu'elle porte de l'enseignement de l'estime voulue par son fondateur Jules Isaac, appelle les chrétiens pour que, tout en accomplissant leur devoir de charité envers toutes les victimes de la haine et des guerres, et en appelant à la vérité et la justice pour tous, ils n'omettent jamais de soutenir le peuple que Dieu a aimé en premier et de façon irrévocable et qui lutte aujourd'hui pour sa survie et probablement la leur aussi.

Conclusion

Le rabbin André Neher, qui fut le professeur et l'ami du Grand Rabbin René-Samuel Sirat, nous éclaire. Il publia en 1972 un livre merveilleux, *Dans tes portes, Jérusalem*. Cet ouvrage fortement marqué par l'expérience de la guerre des Six Jours, reste d'actualité. Il mériterait d'être réédité.

Neher, évoquant les sacrifices des jeunes Israéliens au combat sur les frontières, exprimait le désir de connaître «le sens de la souffrance juive, son pourquoi et sa finalité, le secret de sa permanence, qui ne lâche même pas ceux qui croyaient, en construisant l'État, l'avoir vaincue à jamais; le mystère aussi de la souffrance personnelle, de sa signification et de son dépassement.»

Mais Israël, dit Neher, porté par une formidable volonté de vivre, ne se laisse pas écraser par cette souffrance, et poursuit son combat pour la paix:

«La vérité c'est qu'Israël n'a pas souhaité la guerre; ce petit pays a héroïquement accepté pendant des années l'insécurité à ses frontières plutôt que de faire encourir à ses habitants et à ses voisins les risques d'une conflagration armée; la vérité, c'est qu'Israël n'a eu recours aux armes que lorsque le couteau de l'ennemi était déjà sur sa gorge, prêt à l'assassiner; la vérité, c'est que, depuis, Israël n'a qu'un seul objectif: la paix, et que c'est à la recherche de cet objectif que tend la consolidation de sa sécurité matérielle, conquise en respectant les exigences les plus sévères de l'éthique et de la justice, et cela sur tous les plans: militaire, politique, social, humain.»

Le 27 janvier 2024, anniversaire de la libération du camp d'extermination d'Auschwitz.

Source: [Amitié Judéo-Chrétienne de France](#).